



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

incorporés de force

Question écrite n° 5041

Texte de la question

M. Éric Straumann attire l'attention de M. le ministre délégué auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants, sur la situation des jeunes d'Alsace et de Moselle incorporés de force et internés dans les camps soviétiques à l'Ouest de la "ligne Curzon", frontière entre l'URSS et la Pologne en 1944. En effet, alors que les gouvernements successifs se sont engagés à apporter une solution à ce douloureux dossier, qui consisterait à reconnaître les mêmes droits à tous les incorporés de force dans les camps soviétiques, aucune mesure concrète n'a été prise depuis pour informer les personnes susceptibles d'être concernées par cet engagement. Cette situation est délicate pour les personnes concernées au moment du 70ème anniversaire des décrets relatifs à l'incorporation de force des jeunes gens d'Alsace et de Moselle pris par les autorités nazies en août 1942. Aussi lui demande-t-il les mesures qui pourraient être prises afin qu'il n'y ait plus de discrimination entre incorporés de force internés dans les camps soviétiques et que les mêmes règles leur soient appliquées. Le coût financier de cette mesure serait insignifiant, pour ne pas dire nul : la mesure concernerait à l'heure actuelle moins de 70 personnes.

Texte de la réponse

Parmi les Alsaciens-Mosellans qui ont été incorporés de force dans la Wehrmacht, certains ont été faits prisonniers, de part et d'autre d'une ligne dite « Curzon » marquant la frontière du territoire soviétique tel qu'il était au 22 juin 1941. Tous les lieux de détention situés à l'est de cette ligne ont été considérés comme « annexes du camp de Tambow ». Depuis 1973, les incorporés de force capturés par l'armée soviétique et internés au camp de Tambow ou dans l'une de ses annexes bénéficient du régime spécial d'imputabilité à la détention pour certaines infirmités nommément désignées (asthénie, artérite, colite, rhumatismes vertébraux, ulcère gastrique ou duodénal), prévu par le décret n° 73-74 du 18 janvier 1973 modifié, validé par la loi n° 83-1109 du 21 décembre 1983. Ce texte s'applique aux militaires qui ont été internés dans des « camps durs » qui visent certains anciens camps soviétiques, allemands et japonais. C'est en 1980 que le champ d'application du décret du 18 janvier 1973 précité a été élargi, par accord du ministère du budget, à l'ensemble des camps situés sur le territoire de l'URSS dans ses frontières du 22 juin 1941, soit à l'est de la ligne « Curzon ». En revanche, les anciens prisonniers internés dans les camps soviétiques situés à l'ouest de cette ligne ont été écartés de ce dispositif. Ces anciens combattants demandent en conséquence l'extension de la notion de camp annexe de Tambow à l'ensemble des camps de prisonniers qui étaient sous contrôle de l'armée soviétique, et donc le bénéfice des dispositions du décret du 18 janvier 1973, plus favorables en matière de reconnaissance du droit à pension d'invalidité. Comme il l'a précisé au cours des débats budgétaires à l'Assemblée nationale, le 5 novembre 2012, le ministre délégué auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants a décidé de faire évoluer la réglementation sur ce sujet afin d'étendre le dispositif actuel à l'ensemble des camps de prisonniers qui étaient sous contrôle de l'armée soviétique. Cette mesure fait l'objet d'un décret qui modifie le décret n° 73-74 du 18 janvier 1973, qui sera publié au Journal officiel de la République française dans les prochaines semaines.

Données clés

Auteur : [M. Éric Straumann](#)

Circonscription : Haut-Rhin (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 5041

Rubrique : Anciens combattants et victimes de guerre

Ministère interrogé : Anciens combattants

Ministère attributaire : Anciens combattants

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [25 septembre 2012](#), page 5193

Réponse publiée au JO le : [19 février 2013](#), page 1848